L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 30 DECEMBRE 1869. 43e année—Vol. XLIII.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 30 DECEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Placide J. Specr—à 10 heures 1/2 du matin, au parquet de M. E. Dumez, rue St-Charles, entre Commerce et Canal, lentrepunction de la Grande vente importante et à crédit, par catalogue, de draps français, cassimirs, peau de daim, draps et cosimirs Elbeuf et Rédodoo, Moscowa, soie Whitney k gilets de dessous, velours, soie à doublures, Silesias,—et un assortiment complet d'articles de tailleurs, comprenant tout le stock de l'importation toute récente de M. Dumez—Vente péremptoire, pour cause de liquidation.

Par S. Gurnault, à 10 heures du matin, rue Vieille-Levée, entre Mandeville et Esplanade—Un café bien achalandé, avec liqueurs, vins, installations, &c.

Par O. Valetou, à 11 heures, au No 14 de la rue Nabcôtes, au premier—240 lots de commodités assorties,—Aussi, pour cj. beef salé, jambons, beurre, graisse, huile, fromage, vins, &c.

Par S. J. Montgomery & Co., à leurs salles d'encan, 67 rue du Camp, vente régulière d'un grand nombre de meubles et, gravures, tableaux, pendes, bateries de cuisine et une facture de lits de cottage. Et aux écuries Nos 213 et 215 rue Gravier, entre Baronne et Dryades, chevaux, mulets, véhicules, etc.

Par J. Dejan Jr., aux écuries de P. Liner, rue Gravier, beaux chevaux de selle et de harnais, seuls et par paires; beaux mulets, buggies couverts et découverts, harnais, selles, etc.

Par le mêmes, à 11 heures, au No 31, rue du Bassin, entre Commune et Gasquet—Tout l'ameublement de cette résidence.

Par E. Roger & Co, à leurs salles d'encan, 45 et 47 de la rue de la Vieille-Levée—350 caisses et 200 malles de chasseurs reçues directement par les derniers arrivages de New York, Boston et Philadelphie.

Par D. E. Murphy, à midi, dans ses salles de vente, 47 rue des Magasins—Un grand assortiment d'articles en fer-blanterie. Et à 11 heures—325 colis de verreries. Aussi—cadi et baquets de puits.

Par le même, au Nos 48, 50 et 52 de la rue Vieille-Levée—Groceries et liqueurs.

Par Hofkins, Marks & Co, au No 58 de la rue Gallatin—Habillements et flogerie.

Par G. de Pariet, au No 50 de la rue Royale—Cadeaux de Noel et de Premier de l'An.

Par Vincent & Co., à leurs salles d'encan, 62 et 64 rue de la Douane, à 10 heures — marchandises et cigares, Cubas Arabes, nobles, &c., &c.

☞ Achetez vos sangsorties et chocolats chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille-Levée

ESSAYEZ LES CIGARES DE GEORGE ALCES,
185.....Rue des Remparts.....185

☞ Achetez vos Stoves, Batterie de cuisine, Ustensiles de ménage et Ferblanterie, chez C. L. CHAPOTEL, angle des rues Bienville et Bourbon.

☞ Pendules Montres.—Il sera vendu, vendredi, 31 du cou ant, par M.M. Hofkinsin, Marks & Co., à 10 heures du matin, dans leurs salles d'encan de la rue du Chartres, No. 58, une grande facture de pendules françaises, montres d'or à simple ou à double boîtier et autres petits articles de table et de poche. Inutile sans réserve. Voyez l'annonce.

Habits et Linge fait. — Aujourd'hui, 30 du courant, à 10 heures du matin, rue de Chartres, No 58, MM. H. Hofkinsin, Marks & Co., vendront 500 lots d'habits pour hommes, jeunes gens et enfants, et 350 lots d'articles de lingerie. La vente qui est sans aucune réserve, présente beaucoup de chances de bénéfice. Nous invitons les marchands de la ville et de la campagne à y assister.

☞ M. J. Dejan Jr., encanteur, vend aujourd'hui, à 10 heures et demie du matin, aux écuries de Liner, rue Gravier, un beau lot de harnais, des mulets, 15 buggies neufs, et à 11 heures de la vente, au No 34 de la rue du Bassin, entre les rues Commerce et Gasquet, une belle maison d'habitation de 8 pièces, avec un acre de terre attenant, entièrement meublée de meubles de salon et de chambre à coucher, literie, un piano.

Ferblanterie, Ferblanterie.—Ne manquez pas d'assister à la vente de ferblanterie que M. D. E. Murphy, encanteur, doit faire aujourd'hui à midi.

☞ M. D. E. Murphy appelle l'attention de commerce sur la vente de 325 colis de verreries, annoncée pour aujourd'hui. Voyez son annonce.

Groceries.—L'attention du public est appelée par M. D. E. Murphy, encanteur, sur la vente de groceries, vins liqueurs, annoncée par lui pour aujourd'hui à 10 heures du matin, au magasin de MM. A. D. Grisé & Co, rue de la Vieille-Levée Nos 49, 51 et 53.

THEATRES.

Aujourd'hui, Jeudi.

OPÉRA.—Norma.

ACADÉMIE DE MUSIQUE—Lucretia Borgia, par la troupe burlesque d'Elsie Holt.

ST CHARLES.—10 Thieves or Striking Oil in family jars.

VARIÉTÉS.—As You Like It, comédie.

CRESCENT CITY MUSEUM.—Nos 40 et 42 rue St-Charles, vis à vis l'Hôtel.

La ville sans Conseil Municipal.

APPEL AUX CONSERVATEURS.

M. Warmoth triomphe. Les conseillers municipaux élus par le peuple ont été expulsés des Conseils de ville par le shérif, armé d'un ordre de M. Charles Lésumont, et un certain nombre de chasseurs du gouverneur, qui n'ont pas plus de droit de gérer les affaires de la ville que les habitants du Congo, ont été mis par la même shérif en possession des fauteuils que les titulaires légaux ont été obligés d'abandonner. Nous ne voulons pas rayonir sur cette étrange procédure, sur les fautes commises dans la défense des intérêts de la ville, sur les manœuvres employées, sur les tergiversations et les faux-fuyants qui abondent dans cette affaire; mais l'acte d'arbitraire qui vient d'être accompli est d'une nature assez sérieuse pour que nous ne puissions nous dispenser de dire quelques mots sur les conséquences qu'il peut avoir.

Remarquons d'abord une coïncidence assez singulière.

Le jour même où s'accomplit le coup d'Etat par lequel le gouverneur fait remplacer dans le Conseil municipal de la Nouvelle-Orléans les élus du peuple par ses propres élus, il reçoit la visite d'un comité de citoyens respectables de Jefferson qui viennent lui soumettre une série d'accusations fort graves contre les administrateurs municipaux que M. Warmoth a fait installer à Jefferson par la force des baïonnettes et qu'il maintient en dépit de la décision de la Cour Suprême.

Ainsi, nous en sommes arrivés là, que le seul recours contre les malversations et le pillage des employés de M. Warmoth est une humble supplique à ce même M. Warmoth, supplique qu'il daignera peut-être prendre en considération si ceux qui la présentent se prosternent assez bas devant son omnipotence.

Voilà le fait patent, incontestable. Les administrateurs imposés à la petite ville de Jefferson ont agi d'une manière si éhontée, ont tellement compromis les intérêts de cette corporation, que les habitants se sont réunis dans un meeting d'indignation pour aviser aux moyens de se garantir contre des spoliations par trop criantes. Convaincus que les recours judiciaires seraient dérisoires, et sachant que toute résistance serait comprimée par les forces de terre et de mer des Etats-Unis, ils ont dû, en désespoir de cause, s'adresser à l'auteur même de leurs maux, pensant que, peut-être, il prendrait en pitié leur déplorable situation.

Le sort de Jefferson sera, sans doute, celui de la Nouvelle-Orléans et bientôt, probablement, nous assisterons à un meeting d'indignation qui aboutira à une démarche analogue. On demandera aux meilleurs citoyens de se dévouer et d'aller exprimer à M. Warmoth le repentir de sa bonne ville de la Nouvelle-Orléans, et le prier d'avoir merci sur elle et de la protéger contre les subalternes auxquels il a confié le soin de la flageller.

N'avions-nous pas raison de dire, dernièrement, que le régime militaire valait mieux que ce régime bâtard qui n'est autre chose que la dictature d'un seul homme, sans recours possible ni aux commandants militaires qui n'ont plus le droit d'intervenir que pour obéir aux réquisitions du gouverneur, ni à l'autorité fédérale qui se soucie peu de nos misères locales et qui nous renverrait d'ailleurs à notre législature ou à notre Cour Suprême—pauvres auxiliaires à invoquer contre notre atrocieux gouverneur!

Mais prenons les choses comme elles sont, et examinons la situation.

Voilà les *acceptables* de M. Warmoth installés aux Conseils, en vertu d'un jugement signé de M. Charles Lésumont. En admettant que ce jugement ait l'autorité de la chose jugée, il n'a cette autorité qu'entre ceux qui ont été parties au procès; mais nullement vis-à-vis de toutes les autres personnes qui peuvent être intéressées à contester aux *acceptables* le titre d'aldermen ou d'assistant-aldermen. Quiconque aura intérêt à discuter la validité d'une ordonnance passée par ces soi-disant conseillers, pourra donc recommencer le procès et porter devant la Cour Suprême la question de savoir si M. Warmoth avait le droit de nommer des membres du Conseil municipal de la Nouvelle-Orléans quand la charte et la loi disent qu'ils doivent être élus par le peuple. Or, comme la jurisprudence de la Cour Suprême est contraire à cette prétention de M. Warmoth, tous les actes des Conseils, tels qu'ils sont actuellement composés, pourront être frappés de nullité.

Les adversaires de la théorie qui nous sonte nous prétendent, de leur côté, que les aldermen élus n'ayant jamais eu le droit de siéger—leurs actes sont nuls. C'est là, on l'avouera, un pitoyable gâchis. La législature va se réunir dans quelques jours, et nous craignons fort qu'on lui demande un mal, afin de compliquer et n'embrouiller davantage nos affaires.

Nous ne cesserons de le répéter, les habitants de la Nouvelle-Orléans ont fort d'assister avec une apathique indifférence à tous ces événements. Il arrivera un moment où ils regretteront leur inaction, mais il sera trop tard, car ils seront rivés au joug de façon à ne pouvoir de longtemps s'en affranchir. Jamais les circonstances n'ont plus impérieusement requis une organisation prompte et efficace de tous les conservateurs, et, en prévision des élections municipales qui doivent avoir lieu en novembre, nous faisons appel aux bons citoyens pour qu'ils prennent l'initiative du mouvement.

P. S.—Les avocats de la ville n'ont pas, paraît-il, abandonné la partie. Ils demandent la nullité du jugement rendu en juillet dernier par la Cinquième Cour, par le motif que ce jugement est signé Charles Leaumont, sans que cette signature soit suivie du mot juge. M. Leaumont s'étant récusé, cette question de nullité a été portée devant le juge Cooley qui a lancé une injonction pour empêcher les acceptables de M. Warmoth de siéger dans les Conseils de ville jusqu'à ce qu'il ait rendu sa décision. Ce nouvel incident remet tout en question, mais aboutira-t-il à faire juger le véritable point en litige, voilà ce qui est encore douteux pour nous.

DERNIÈRES NOUVELLES.—Nous renvoyons à la chronique locale ceux de nos lecteurs qui désirent connaître le dernier état de la question. A l'heure où nous écrivons ces lignes, M. Ch. Léaumont, qui s'était récusé dans la journée, a retiré sa récusation, peut-être aura-t-il un pen plus tard retiré sa retrait ou pris une nouvelle position. Le Code de Procédure a tant de mystérieuses ressources qu'on ne sait pas ce qui peut arriver dans une heure de temps!

THÉATRE DE L'OPÉRA.—C'est décidément aujourd'hui qu'a lieu la première représentation de *Norma*. Le chef-d'œuvre de Bellini sera interprété par Mlle *Zeies*, (Norma); Mlle Minor, (Adalgise); M. Michot, (Pellion); et M. Depasolo, (Orovèse.)

Cette reprise est, sans contredit, l'une des plus intéressantes de la saison lyrique: aussi le public l'attend-il avec une très grande impatience.

Samedi, jour de l'an, la *Grande Duchesse, Trembl-al-Cazar*, et une Tombola offerte aux enfants.

Le spectacle est des plus attrayants, et ne peut manquer de faire salle comble. La Tombola pour les enfants est une heureuse idée, dont le public saura certainement gré à la direction du Théâtre de l'Opéra.

INVENTION HYGIÉNIQUE.—L'application de la toute putréfiable à la désinfection des cabinets d'aisance qui n'a pris une grande extension dans plusieurs grandes villes, va être rendue possible à la Nouvelle Orléans par l'établissement d'une agence, que Carondelet No 92 1/2, pour la vente des appareils brevetés de Moubl. C'est une invention extrêmement importante au point de vue de l'hygiène et de la salubrité des demeures, et nous appelons l'attention des chefs d'établissements publics et des familles sur l'annonce publiée dans une autre colonne.

AVIS IMPORTANT—MESSIEURS GUERBLE & NIPPERT nous prient d'annoncer à leurs clients et au public en général, qu'ils vont vendre la balance de leurs magnifiques poupées et jouets, au prix coutant, et même au-dessous. Leur grand choix D'ARTICLES DE CADEAUX D'ÉTRENNES, sera offert aux mêmes conditions—Outre leurs gants de peau à 75 cts pour Dames, et à $1 pour Messieurs, ils ont un splendide assortiment d'articles de bijouterie qu'ils n'ont jamais offerts pour autretemir la fonte qui se prenne chaque jour dans ce brillant magasin. Nous connaissons à ceux qui désirent acheter des cadeaux, à se rendre sans perdre de temps, au No. 137 rue du Canal, car le stock doit, il s'agit sera bien vite réduit.

☞ La machine à coudre à points fermés de WILCOX & GIBBS fouloe les éloges des gens: elle est si simple qu'un enfant de 5 ans peut s'en servir. A vendre par M. S. Hedrick & Co., 118 Canal.

ARTICLES POUR ÉTRENNES.—M. C. Rouyer, au coin des rues Chartres et Toulouse, annonce aujourd'hui dans nos colonnes, qu'il a reçu un magnifique assortiment de bijouterie fine, dont chaque article est garanti par lui. M. Rouyer a vendre aussi des cravates en soie, et finalement qu'un grand choix de limettes et des verres fins de toute sorte, qu'il pose lui-même à un prix cent meilleur marché que partout ailleurs. Nous recommandons l'annonce de M. Rouyer aux personnes qui ont des étrennes à donner.

DEMANDE D'OUVRIÈRES.—On demande au magasin de M. D. H. Holmes, rue Bourbon, No. 15, des ouvrières qui seront bien payées.

GRAINE DE COTON.—MM. Sicel, Pinckard & Co, au coin des rues Commune et Tchoupitoulas, ont en magasin, toutes sortes de graines de coton bonnes pour les planteurs. Voyez l'annonce où sont mentionnées ces diverses sortes.

$55.—C'est le prix, à New York, de la machine à coudre de Grover & Baker qui se vend au No 182 de la rue du Canal. On ne paye ni prime ni assurance.

MUTUAL AID AND BENEVOLENT LIFE INSURANCE ASSOCIATION OF LOUISIANA.

Voir au-dessous des avis de décès, l'annonce pour l'assessement No. 4. Décès de Charles H. Nobles.

FÊTES DU JOUR DE L'AN.—Nous recommandons à nos lecteurs la maison Dreyfous et Bonnecaze, ci-devant rue St-Pierre et Royale, successeur de Toulouse et Bourbon, dont la popularité est proverbiale dans notre ville. Ces messieurs viennent de recevoir directement de Paris, un des plus beaux assortiments en cartonnages et en bonbons, que les amateurs puissent désirer, et ils ne achèteurs n'auront qu'une difficulté, celle de faire un choix. Les personnes qui désirent offrir comme cadeau ce qu'il y a de plus fin en douceurs, et de plus élégant en cartonnages, n'auraient mieux faire que de s'adresser chez MM. Dreyfous et Bonnecaze. (1)

$55.—Une dame ne saurait faire une plus grande économie qu'en achetant une Machine à coudre de cinquante cinq piastres, de Grover & Baker. C'est une compagnie aussi commode que gaie.—A vendre au No 182 de la rue du Canal, Nouvelle-Orléans.

BONBONS.—Nous invitons nos lecteurs à jeter les yeux sur la grande annonce que M. J. Jané publie aujourd'hui dans nos colonnes. Il va recevoir dans cette annonce que M. Jané a un magnifique stock de bonbons et de fruits cristallisés, fabriqués dans son établissement, au coin des rues Canal et Remparts, et qu'il vend à des prix défiant toute concurrence. Une réduction de 20 pour cent sera faite pour toute quantité dépassant cinq livres, et tous bonbons assortis peuvent être livrés par lui au prix de 70 cents la livre. Nous ne pouvons que conseiller à ceux qui désirent trouver une meilleure occasion d'acheter des bonbons à bon marché. Nous engageons donc les personnes qui ont des cadeaux à faire à aller visiter la confiserie de M. Jané où elles trouveront tout ce qu'elles pourront désirer en fait de sucreries fines.

CHOCOLATS, BONBONS, PRALINES.—Le magasin de MM. Lion & Pinard, actuellement rue du Canal 151 et 153, entre les rues Bourbon et Dauphine, est un de ceux où les acheteurs sont toujours sûrs de trouver du bon et du beau. Rien de plus fin et de plus délicat que leurs chocolat à la crème, de plus succulents que leurs bonbons bourgeois, de plus parfumé que leurs pralines Louis XV. Ces messieurs font venir leurs chocolats de chez Guerin Boutron et leurs pralines de chez Perron, deux célébrités parisiennes. Chacun peut se convaincre de la fraîcheur et de l'excellence de ces articles. Nous engageons les amateurs à se hâter de faire leurs choix, car l'assortiment habituel que fait venir la maison Lion & Pinard est toujours rapidement épuisé.

UN ARTISTE EN CHEVEUX.—La mode ne consiste pas seulement, pour une élégante, à porter une énorme chevelure, il faut encore que ces nattes, chatelaines, etc., présentent à l'œil un assemblage artistique, que les nuances et les assorties, qu'il y ait harmonie de proportions entre le chignon et les nattes, les tresses, ou les frisettes, que le tout en un mot forme un encadrement gracieux à la tête et à la ville à la physionomie. Or il faut pour arriver à une certaine habileté comme artiste en cheveux le goût naturel et des études spéciales. Ce sont ces qualités qui recommandent au patronage de nos lectrices monsieur Félix Sarou, dont le travail des cheveux a toujours été la spécialité. On le trouvera toujours dans son magasin de la rue Baronne No. 14, où il est assisté des meilleurs ouvriers. S. J.

Affaires Cubaines.

PROCLAMATION DE CESPEDES.

PROCLAMATION D'UN GENERAL ESPAGNOL.

Les journaux de New-York nous apportent les deux documents qui suivent:

PROCLAMATION DE CESPEDES.

Guaimaro, 30 novembre—A mes concitoyens: On attendait de moi, d'après les informations qui me sont données, une proclamation pour le 10 du mois dernier, jour anniversaire de notre déclaration d'indépendance. On comptait que je ferais un rapport sur ce qui avait été fait pendant la première année si glorieuse de notre guerre de libération, ou, en d'autres mots, que je ferais un tableau de la situation. Il convient, peut-être, que je rende compte de nos progrès, de nos victoires, de nos défaites, de nos dépenses, et de notre situation financière, militaire et politique.

Le 1er octobre je reçus mes généraux en chef—le major-général Cavado Figgerdo, le major-général Agramonte et le major-général Thomas Jordan, de se rapporter aussitôt que possible au commandant en chef de notre armée, le général Manuel Quesada. Dans ce rapport je requis d'eux qu'ils donnassent le nombre, les noms et la localité des divers engagements que leurs forces respectives ont eu avec nos ennemis; leurs pertes par les batailles et les maladies et les noms enrôlés à diverses dates pendant l'année, ainsi bien que la force de leurs commandements respectifs à la date de la conclusion de leurs rapports.

La grande distance qui séparait les divers commandements et détachements, avec les communications irrégulières entre postes militaires aussi éloignés les uns des autres, ont empêché qu'on répondit de bonne heure à ma requête. Bien qu'il ait été quelque peu retardé, le rapport, en somme, met en lumière des faits très glorieux pour notre grande cause.

Le major-général Frederico Cavado, commandant le premier corps d'armée, rapporte qu'il a 16,090 hommes bien armés. 10,000 de ceux-ci sont montés et ont été parfaitement dressés à la discipline de la guerre. Ce corps a perdu 2300 hommes tués dans ses différents engagements avec l'ennemi depuis le 6 mars dernier. Les six brigades qui en font partie ont livré avec l'ennemi. Elles ont deux fois refoulé l'ennemi jusques sur la place de Cienfuegos. Elles ont perdu 2091 hommes par suite de blessures ou d'accidents de guerre pendant cette année. Quand nous avons attaqué chaque convoi que les Espagnols ont tenté de faire passer, il s'est rapporté, et sept de ces convois ont été obligés de retourner au lieu d'où ils étaient partis.

CE QUE LES PATRIOTES ONT ACCOMPLI.

Il résulte des divers rapports, que nous avons capturé 1,926 soldats espagnols, dont 1,171 ont été relachés sur parole. Nous avons pris 6,322 petites armes et 23 pièces d'artillerie. Nos lignes sont aujourd'hui sont à portée de fait de chaque ville ou bourg de l'île à l'est de la ville de Matanzas et nous pouvons attaquer notre ennemi pourvellement sur un point ou sur un autre.

Le 9 octobre dernier, moi, et le général Figuerdo, nous avons déclaré nos esclaves libres. Nous en avions quelque 570. Les hommes ont été enrôlés dans notre armée et sont déjà pour Majunga avec nous quand nous avons commencé notre croisade contre nos oppresseurs. Ils nous ont aidé à capturer Yara le 10 octobre, et un affranchi qui, deux jours après cet événement, a porté le premier la bannière de l'indépendance sur la place de Yara.

Des esclaves libérés ont été engagés dans chaque bataille depuis ce glorieux jour. En février dernier notre petit Congrès a déclaré tous les habitants de l'île libres et égaux. Après le choix de mon cabinet et l'élection d'un congrès national, cet auguste corps a fait une constitution pour notre meilleur gouvernement. Dans notre constitution l'esclavage a été déclaré aboli sans condition. Nous avons fait une guerre humaine et civilisée. Nous nous sommes abstenus de toute vengeance, de rancune, de haine et de toute représaille, bien que provoqué, à l'égard de nos ennemis. Quand même le 1er février de notre part aucune considération, nous avons vue à nous faire une bonne et honorable réputation devant le monde.

A présent, étant que nos impudents ennemis occupent la ligne extérieure de la côte, nous devons nous attendre à ce qu'ils continuent à ré andre contre nous les mêmes rapports diffamatoires. Notre cause n'a été et est de nous conduire de manière à ce que lorsque la guerre sera finie nous puissions en appeler à notre histoire et défier le monde d'y trouver un seul acte igoominieux.

Nous occupons devant le monde une plus formidable position que jamais n'en occupèrent le Jexique, le Chili, le Pérou et toutes les autres républiques espagnoles, contre la tyrannique Espagne.

Réduire notre ennemi, c'est là notre tâche. Il n'y a pas de retraite pour nous. Nous vous demandons à tous de rester fermes. Obéissez aux ordres importants qui ont été faits concernant pour la destruction de la source du revenu de nos ennemis. Allons en avant, et en avant comme ont fait d'autres nations en terre au moyen de fausses clés; et sont sortis sans avoir été inquiétés.

UN VOLEUR MAL REÇU.—Mardi soir vers 10 heures et demie, un nègre voulut entrer chez M. Mercier rue Bronl, et comme la maison auquelle il avait porté ses vues est isolée, il crut pouvoir s'affranchir des règles de prudence ordinaires, et fit plus de bruit que les voleurs habiles n'en font ordinairement. Ce bruit réveille la maîtresse de la maison et toute la famille. M. Mercier prenant un pistolet s'élança du côté où le bruit se faisait entendre et apercevant le voleur lui tira résolument dessus. Le voleur prit la course en abandonnant son sang pour laisser quelques gouttes de sang sur le plancher.

DÉTOURNEMENT.—Un jeune homme, nommé Chas Germain a été arrêté sur l'accusation de détournement d'une somme de $80 que M. S. O. Clark lui avait confiée pour un but spécifié. German ne pouvant donner caution a été écroué à la geôle.

EXERCICES D'ECOLE.—Une soirée dramatique a eu lieu, hier soir, au collége de M. Charles Canon, rue des Remparts No 152. La salle était pleine de parents et d'amis des élèves, et les examens ont été fort intéressants. Parmi les productions dramatiques, on a remarqué, celle de M. Jouvin, dont l'habileté est reconnue. L'élocution et le maintien de M. Caron est dans une situation brillante, situation dont on se rend parfaitement compte depuis avoir assisté aux exercices d'hier, qui ont été fort brillants.

UN FEU ÉTEINT A PROPOS.—Vers 7 heures, hier soir, une lampe à huile de kérosene a fait explosion dans la salle du professeur Caron, au coin des rues Orléans et Remparts, pendant l'examen dont nous parlons ci-dessus. Cet accident aurait pu avoir des conséquences graves sans l'assistance opportune du capitaine Key et de l'officier spécial Doocey. Le signal d'alarme n'a pas été donné et les flammes ont été étouffées par un sac d'essai sans autre dommage. La compagnie de pompiers No 13 s'est montrée promptement sur les lieux.

TEMPERATURE—29 décembre 1869.
THERMOMETRE DE C. DUHAMEL, OPTICIEN, No 111, rue du Canal.

6 heures A. M.....37 degrés.
12 " M.....60 "
3 " P. M.....60 "
6 " P. M.....58 "

ARRESTATION D'UN CONTREBANDIER.—Nous lisons dans l'*Amérique de Chicago*:

L'inspecteur spécial de la douane, M. T. H. Keefe, a opéré, hier, une saisie de montres et d'horlogerie pour une valeur de $3,500, au magasin d'épicerie de Schlesman, rue Randolph. Ces bijoux appartenaient à un nommé J. W. Monigomery, qui, sa compagnie de sa femme, quitta Chicago, lundi dernier, et arriva à Port Huron, Michigan, où sa malle, qu'il prétendait ne contenir que ses effets, fut examinée par les officiers de douane, lesquels ne découvrirent pas un double fond contenant les bijoux de contrebande. Il visita la Nouvelle-Orléans, St-Louis et Louisville, et vendit toute sa marchandise, à l'exception de celle qui a été saisie par M. Keefe. Montgomery a été arrêté par la police, et a comparu devant le commissaire des Etats-Unis, M. Hoyne, qui a requis de lui un cautionnement de $5,000.

CHRONIQUE LOCALE.

NOUVELLE INJONCTION CONTRE LES CONSEILLERS NOMMÉS PAR LE GOUVERNEUR.—Le fameux procès, connu sous le nom d'imbroglio du Conseil Communal, est entré hier matin dans une nouvelle phase. MM. Bermudez et Cotton ayant déposé devant le juge Léaumont une pétition pour nullité de jugement et une demande d'injonction contre les conseillers nommés par le gouverneur, le juge Léaumont s'est récusé et a renvoyé l'affaire devant quelque autre juge de District. Cet autre juge a été le juge Cooley qui a accordé le writ d'injonction sollicité. La pétition de MM. Bermudez et Cotton passe en revue l'affaire des conseillers du gouverneur contre les conseillers dernièrement élus, et se fonde principalement sur ce que ces derniers avaient droit à demander un jugement par jury; qu'ils avaient payé la taxe; que leur demande avait été accordée; qu'ils n'avaient jamais renoncé à leur droit et qu'en contraire ils y avaient toujours persisté sans condition; que son honneur le juge de la Cinquième Cour de District était par cette demande dépouillé de toute compétence de juridiction pour les mérites de l'affaire; que l'exception fut rejetée; que le juge prit immédiatement pouvoir de juridiction et rendit un jugement exécutant les pétitionnaires et leurs sièges au Conseil; que les pétitionnaires ont demandé par nouvelle audition de cause, par la raison que le jugement n'était pas signé officiellement et que le jugement est par conséquent d'une nullité absolue; que les pétitionnaires craignaient que W. R. Fish et autres et l'Avocat général soient à la veille de prendre des mesures pour exécuter ce dit jugement, qui est une nullité, et qu'à moins qu'ils n'en soient empêchés par l'honorable cour, ils occuperont leurs sièges au Conseil de ville au violation des droits des pétitionnaires et de leurs constituants, les électeurs de la Nouvelle-Orléans, qui les ont délégués pour les représenter dans le dit Conseil; ils demandent, en conséquence, qu'une injonction soit lancée contre les Conseillers nommés par le gouverneur et contre l'avocat général, et que les pétitionnaires, et que le jugement rendu contre Markey, Keiser, et d'autres soit prononcé nul et de toute nullité, non exécutoire d'exécution en aucune manière, et que la dite injonction soit perpétuel le, avec frais, etc.

Voici maintenant une copie du writ adressé aux conseillers nommés par le gouverneur et à l'avocat général :

Etat de la Louisiane, Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans. Pétition de Fish et autres contre W. R. Fish et d'autres.—Il vous est, par la présente, interdit au nom de l'Etat de la Louisiane et de la Cinquième Cour de District d'agir comme membres du Conseil de ville de la Nlle Orléans et d'intervenir avec William Davis, Charles Stringer, Samuel Barnes, John Fasley, John Breen, Peter Kaiser, W. R. Harrison, L. A. Wiltz, John McGuffey, J. C. Rose, et M. D. Logan, comme membres du dit Conseil de la ville de la Nlle Orléans et de les empêcher d'exercer aucune fonction; et vous devrez obéir à ce writ, ou vous serez traité suivant la loi.

Le shérif a immédiatement nommé pour la garde de la porte de la salle, un nègre, nommé Lewis Powers, Greffier.

RAPPEL DE RÉCRIMINATION.—A peine le juge Léaumont avait-il fini, hier, hier, son jugement, le temps d'annuler le jugement de la Cinquième Cour de District et de lancer une nouvel le injonction contre les conseillers nommés par le gouverneur, que, se ravisant lui-même, il lança un second ordre rappelant son décret de récusation, annulant l'injonction du juge Cooley et remettant les choses exactement dans la situation ou elles étaient avant la pétition en nullité de jugement présentée à la Cinquième Cour de District par MM. Bermudez et Cotton. Le juge Léaumont se fonde sur l'article 340 du Code de Procédure, qui n'impose pas rigoureusement, à ce qu'il paraît, l'obligation de l'article 345, le devoir de récusation au juge qui a une opinion faite d'avance sur le sujet du procès. Nous ignorons pour quelles raisons ont eu revirement de décision, dans l'espace de quelques heures, pour annuler l'ordre rendu par le juge Cooley. Mais nous supposons que le juge Léaumont s'étant consciencieusement déclaré de juridiction dans l'affaire des acceptables, ne peut plus la reprendre. Un juge est un turé avant tout; c'est bien le moins qu'il en ait la conscience.

ARRESTATIONS-ADDITIONNELLES.—Du bonne heure, hier soir, les officiers de police de la Ville étaient toutes de curieux, accourus pour voir les arrestations dernièrement faites par les officiers de police du Conseil, et qui avaient été suivies de deux Conseils. On savait que le juge Léaumont avait rappelé son ordre, et mis de côté l'injonction accordée par le juge Cooley contre les conseillers nommés par le gouverneur.

Suivant la motion de M. Fish, les conseillers nommés devaient venir à l'heure usuelle dans la salle du Conseil, y organiser d'une manière permanente, mais comme on parlait d'injonctions ultérieures, personne ne connaissait au juste la situation.

Les conseillers nommés étaient en force, mais cela ne leur donnait pas les lumières qui leur manquaient.

A 7 heures, M. Kenney apprit les membres à l'ordre et il répondait.

M. Ireeu réclame sa place comme représentant du 1er ward, personne, du reste, ne se prétend en opposition avec lui.

M. Pandely demande l'ajournement qui est mis aux voix. Le secrétaire annonce qu'il y a eu six voix pour et 5 contre. Après quelque discussion, le président décide que le Conseil est ajourné.

REUNION SOCIALE.—MM. J. G. Conlon, Charles Bartine et C. F. Williams, ont eu l'obligeance de nous montrer des cartes d'invitation pour une réunion sociale qui aura lieu ce soir au dépôt du chemin de fer de Jackson; nous prions ces messieurs de vouloir bien recevoir nos remerciements.

GRAVES ACCUSATIONS CONTRE LES MEMBRES NOMMÉS PAR LE GOUVERNEUR AU CONSEIL MUNICIPAL DE JEFFERSON.—Les habitants de Jefferson ont présenté un pétition par écrit au gouverneur Warmoth, la soignée liste de leurs griefs contre les membres du Conseil de ville de Jefferson, membres non nommés par lui. Le mémoire ayant grand nombre de griefs à exposer, nous ne pouvons donner que le résumé des griefs des conseillers ont fait depuis leur intrusion dans l'administration municipale de Jefferson. D'après ce mémoire notre voisine aurait encore plus à se plaindre que nous, bien que ce ne soit pas peu dire. Après la lecture du mémoire, M. Warmoth aura dû rougir de son ouvrage. S'il peut changer ces hommes, nous pensons qu'il ne le fera pas. Mais comment les changer? Il a lui-même nommé ce monsieur, mais il n'en a pas d'autres. Le mieux serait de faire seconer ces hommes de prévarication et de pillage par l'indignation publique. Ce serait aussi le plus promptement tellement forte qu'elle ne pourraient les (fonrnir; leur impuissance donnerait-elle à leur renvoi. Ce qui est sûr, c'est que le pays a déjà assez d'une idée de ce qui pourra se passer à la Nouvelle-Orléans, si les acceptables de M. Warmoth sont définitivement par avoir leurs sièges. A la place du gouverneur nous bornerions les efforts d'imaginative que font MM. Bermudez et Cotton pour épargner à la Nouvelle-Orléans l'humiliation d'avoir un Conseil de ville.

PREMIER JURY DE DISTRICT.—Le Grand Jury a siégé hier toute la journée. Le chef, Jacob Otix, présente le rapport suivi. Il a parlé des fraudes des vétérans, du port d'armes cachées. Il a recommandé le gardien de l'asile des jeunes garçons et le gardien de la Prison de parroisse. Il a représenté la chambre des 'ons comme ayant besoin de réparations et comme un endroit calculé pour sgraver plutôt qu'améliorer l'état des malheureux qui y sont enfermés.

L'affaire de Schoobhauer accusé de meurtre du Dr Nelson, rue du Canal, a occupé l'attention de la cour. Deux témoins pour la défense ont été interrogés. La cause a été remise à ce matin. Le Juri a été enfermé sous la charge du shérif.

TENTATIVE DE SUICIDE.—Mardi soir, vers 9 heures, un nommé Sanger, âgé de près de 70 ans et demeurant avec son petit fils rue de la Commune, près de la rue Willow, ayant pris, à ce qu'il paraît, la vie au horreur, a tenté de se suicider en se donnant à manger au coin de couteau. Le coup a été mal porté, néanmoins, il a fait la blessure soit grave, on espère sauver le vieux Sanger.

VOL.—Mardi, à une heure avancée de la soirée, on est entré chez M. Ch. Lanzier, rue Dorgenois No 86, et l'on a volé plusieurs pièces d'argenterie, des vêtements et une boîte de bijoux. Les voleurs sont entrés au moyen de fausses clés; et sont sortis sans avoir été inquiétés.

UN VOLEUR MAL REÇU.—Mardi soir vers 10 heures et demie, un nègre voulut entrer chez M. Mercier rue Brond, et comme la maison auquelle il avait porté ses vues est isolée, il crut pouvoir s'affranchir des règles de prudence ordinaires, et fit plus de bruit que les voleurs habiles n'en font ordinairement. Ce bruit réveille la maîtresse de la maison et toute la famille. M. Mercier prenant un pistolet s'élança du côté où le bruit se faisait entendre et apercevant le voleur lui tira résolument dessus. Le voleur prit la course en abandonnant son sang pour laisser quelques gouttes de sang sur le plancher.

DÉTOURNEMENT.—Un jeune homme, nommé Chas Germain a été arrêté sur l'accusation de détournement d'une somme de $80 que M. S. O. Clark lui avait confiée pour un but spécifié. German ne pouvant donner caution a été écroué à la geôle.

EXERCICES D'ECOLE.—Une soirée dramatique a eu lieu, hier soir, au collége de M. Charles Canon, rue des Remparts No 152. La salle était pleine de parents et d'amis des élèves, et les examens ont été fort intéressants. Parmi les productions dramatiques, on a remarqué, celle de M. Jouvin, dont l'habileté est reconnue. L'élocution et le maintien de M. Caron est dans une situation brillante, situation dont on se rend parfaitement compte depuis avoir assisté aux exercices d'hier, qui ont été fort brillants.

UN FEU ÉTEINT A PROPOS.—Vers 7 heures, hier soir, une lampe à huile de kérosene a fait explosion dans la salle du professeur Caron, au coin des rues Orléans et Remparts, pendant l'examen dont nous parlons ci-dessus. Cet accident aurait pu avoir des conséquences graves sans l'assistance opportune du capitaine Key et de l'officier spécial Doocey. Le signal d'alarme n'a pas été donné et les flammes ont été étouffées par un sac d'essai sans autre dommage. La compagnie de pompiers No 13 s'est montrée promptement sur les lieux.

TEMPERATURE—29 décembre 1869.
THERMOMETRE DE C. DUHAMEL, OPTICIEN, No 111, rue du Canal.

6 heures A. M.....37 degrés.
12 " M.....60 "
3 " P. M.....60 "
6 " P. M.....58 "

ARRESTATION D'UN CONTREBANDIER.—Nous lisons dans l'*Amérique de Chicago*:

L'inspecteur spécial de la douane, M. T. H. Keefe, a opéré, hier, une saisie de montres et d'horlogerie pour une valeur de $3,500, au magasin d'